

# NOTE DE SYNTHÈSE #4 - IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES ENVOIS DE FONDS DANS L'UE ET LES PAYS DE L'OCDE

UNE SÉRIE DE NOTES DE SYNTHÈSE (INFORM) DU REM ET DE L'OCDE SUR L'IMPACT DE LA COVID-19 DANS LE DOMAINE DES MIGRATIONS

2020



## 1. POINTS CLÉS

- Envois de fonds et migration sont étroitement liés. Ces dernières années, les envois de fonds ont atteint des montants record (554 dollars, soit 503 milliards d'euros envoyés aux pays à revenu faible et intermédiaire en 2019). Sur la totalité des transferts d'argent effectués dans le monde, 55 % proviennent des pays de l'UE et des pays de l'OCDE.
- Avant la survenue de la COVID-19, les envois de fonds des migrants vers leur pays d'origine représentaient en moyenne 15 % de leurs revenus. Dans les pays d'un poids économique modeste, ces transferts d'argent peuvent représenter jusqu'à 10 à 30 % du PIB.
- Les envois de fonds constituent une source de financement stable et ont tendance à jouer un rôle anticyclique, c'est-à-dire qu'ils restent constants ou augmentent durant les phases de ralentissement économique des pays d'origine des migrants, alors que les flux de capitaux privés ont tendance à fléchir.
- Toutefois, la pandémie a ceci d'atypique qu'elle est mondiale et qu'elle touche simultanément les pays d'origine et d'accueil. La hausse conjoncturelle des niveaux de chômage et d'inactivité grève directement les revenus des migrants à un moment où les bénéficiaires auraient besoin de plus de soutien.
- La crise sanitaire perturbe également les flux migratoires. Les premières données disponibles font apparaître un recul du nombre de nouveaux migrants et, en parallèle, des retours toujours plus nombreux des migrants chez eux, ce qui influe ou influera sur le nombre total de migrants susceptibles d'envoyer des fonds.
- Dans le même temps, les services de transfert de fonds ont été temporairement perturbés, à des degrés divers. Le léger repli des tarifs des services disponibles en période de confinement témoigne néanmoins d'une évolution positive, ce qui dénote en partie un recours aux services numériques.
- Selon les projections de la Banque mondiale, les envois de fonds chuteront de 14 % d'ici 2021.
- D'après les premières données disponibles, le large recul des envois de fonds au premier trimestre 2020 s'est poursuivi au deuxième trimestre. Les données agrégées de 21 pays de l'UE font ainsi apparaître une baisse respective de 4 % et 8 % au premier et au deuxième trimestres 2020 (par rapport aux premier et deuxième trimestres 2019). Toutefois, on constate une grande disparité entre les pays et un rebond dans certaines économies.
- Les transferts personnels des migrants résidant dans les pays d'accueil témoignent d'une plus grande résilience que les migrants sous contrat saisonnier ou de courte durée dont les envois de fonds proviennent de leur rémunération.
- La relative robustesse des flux d'envois de fonds observée jusqu'ici pourrait néanmoins se dégrader, si la crise se prolongeait.
- Afin de faciliter les transferts de fonds durant la pandémie et d'atténuer l'incidence de la réduction et de la discontinuation des envois de fonds dans les pays destinataires, les pays de l'OCDE, membres ou non de l'UE, ont pris l'initiative de cibler la baisse des coûts d'envoi, de promouvoir le recours aux canaux numériques et de généraliser l'accès à des circuits de transfert fiables et bon marché, en déclarant les services d'envois de fonds comme essentiels, par exemple. La Banque mondiale a par ailleurs mis sur pied un groupe de travail international sur l'amélioration des données relatives aux envois de fonds, par le biais du Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD).



## 2. INTRODUCTION, OBJECTIF ET CHAMP

L'apparition de la pandémie et les mesures massives prises par les pays de l'UE et de l'OCDE pour prévenir la propagation du virus ont pesé sur les envois de fonds et les prestataires d'envoi de fonds. Dans ce contexte, les conséquences négatives de la pandémie de COVID-19 sur les envois de fonds s'expliquent principalement par trois facteurs<sup>1</sup> :

Le facteur économique, en raison du chômage ou de la baisse des revenus des migrants. Conséquence : les envois de fonds chutent parce que les migrants disposent de moins d'argent à envoyer dans leur pays d'origine.

Le facteur migratoire, en raison des perturbations des flux migratoires. Conséquence : les migrants ne peuvent plus quitter leur pays d'origine comme ils en avaient le projet ou doivent revenir dans leur pays (après avoir perdu leur emploi et/ou leur permis de travail) et n'envoient pas de fonds.

La perturbation des services d'envoi de fonds, les prestataires ayant dû s'adapter au confinement. Conséquence : les circuits par lesquels les envois de fonds peuvent transiter sont plus rares, plus lents et/ou plus onéreux.

Les transferts d'argent peuvent jouer un rôle décisif pour les membres des familles restés dans le pays d'origine. L'argent envoyé sert à favoriser la consommation des ménages ou à en amortir les chocs ; à pourvoir aux dépenses de santé et d'éducation ; à assouplir les contraintes liées à un crédit ; à se lancer dans de petites affaires ou à réaliser d'autres investissements. Dans un certain nombre de pays à revenu faible et intermédiaire bénéficiaires nets des envois de fonds, ces transferts contribuent également à atténuer l'impact des chocs macroéconomiques parce qu'ils ont tendance à être anticycliques ou du moins à rester stables<sup>2</sup>. Un recul des envois de fonds peut donc être particulièrement préjudiciable lorsque l'économie du pays bénéficiaire traverse des turbulences.

Cette note conjointe du REM et de l'OCDE examine l'impact de la COVID-19 sur les envois de fonds à l'international, au sein des pays de l'UE et de l'OCDE, depuis février 2020. Après une brève présentation du contexte (section 3), la note de synthèse approfondit en détail chacun des trois principaux facteurs susceptibles de peser sur les envois de fonds : a) le facteur économique, b) le facteur migratoire, et c) les perturbations affectant les prestataires de services de transfert de fonds (section 4). Cette note passe également en revue les effets de la pandémie de COVID-19 sur les flux d'envois de fonds observés à ce jour et les projections existantes (section 5). Elle présente par ailleurs les recommandations politiques formulées au niveau international dans l'optique de préserver le flux des envois de fonds et un certain nombre d'initiatives prises dans l'UE et les pays de l'OCDE non membres de l'UE (section 6).

Cette note de synthèse se fonde sur les informations recueillies par les Points de contact nationaux (PCN) du Réseau européen des migrations (REM), au moyen de deux questionnaires communs relayés par l'outil Ad-Hoc Query (AHQ) du REM et portant sur l'impact de la COVID-19 sur les envois de fonds<sup>3</sup> ; et sur les informations recueillies auprès des pays de l'OCDE non membres de l'UE via le Groupe de travail de l'OCDE sur les migrations<sup>4</sup>. Les éléments concernant les États membres de l'UE, la Norvège et le Royaume-Uni ont été obtenus auprès du REM ; les données sur les États membres de l'OCDE en dehors de l'UE sont fournies par l'OCDE. Les informations pertinentes collectées par la direction générale de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés de capitaux de la Commission européenne (DG FISMA) figurent par ailleurs dans la présente note de synthèse. Enfin, les données de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et d'Eurostat ont fourni un contexte et des informations quantitatives utiles.

Cette note de synthèse fait partie d'une série de notes qui examine l'impact de la COVID-19 dans le domaine des migrations, notamment sur les sujets suivants :

- La gestion des titres de séjour et du chômage des migrants (juillet 2020) ;
- L'impact sur les étudiants internationaux (septembre 2020) ;
- Le maintien de la migration économique en période de pandémie (octobre 2020) ;
- L'impact sur les procédures de retour (à paraître, janvier 2021).

<sup>1</sup> D'après le corpus de textes sur les facteurs pesant sur les flux d'envois de fonds. Voir, par exemple : Banque mondiale (2006), *Economic Implications of Remittances and Migration*

<sup>2</sup> Voir Frankel (2009), « Are Bilateral Remittances Countercyclical? » ; ou KNOMAD (2016), *Remittances over the Business Cycle: Theory and Evidence*.

<sup>3</sup> Question ad hoc du REM, « 2020.36 Reduction or loss of remittances due to COVID-19 (Part 1) », lancée le 4 juin 2020. Les réponses ont été fournies par les Points de contact nationaux (PCN) du REM des pays suivants : BE, BG, HR, CY, CZ, EE, FI, FR, DE, EL, HU, IE, IT, LV, LT, LU, MT, NL, PL, PT, SK, SI, ES, SE et NO ; et question ad hoc du REM, « 2020.61 Impact of COVID-19 on remittances (Part 2) », lancée le 13 septembre 2020. Les réponses ont été fournies par les PCN du REM des pays suivants : AT, BE, HR, CY, CZ, EE, DE, ES, FI, FR, HU, IE, IT, LV, LT, LU, MT, NL, PT, SE, SI, SK, UK et NO.

<sup>4</sup> Depuis le 31 janvier 2020, date à laquelle le Royaume-Uni est sortie de l'Europe, le PCN du REM au Royaume-Uni prend part à des travaux choisis pendant la période de transition.



### 3. HISTORIQUE ET CONTEXTE

#### 3.1 FLUX D'ENVOIS DE FONDS IMPLIQUANT DES PAYS DE L'UE ET DES PAYS DE L'OCDE NON MEMBRES DE L'UE

Les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire ont atteint un niveau record en 2019 (554 milliards de dollars, soit 503 milliards d'euros<sup>5</sup>). Ils devraient atteindre 574 milliards de dollars (ou 521 milliards d'euros) en 2020<sup>6</sup>. Sur la totalité des envois de fonds effectués dans le monde, 55 % proviennent des pays de l'UE et des pays de l'OCDE. Les États-Unis, la Suisse, l'Allemagne, la France et le Luxembourg figurent parmi les dix premiers pays émetteurs au monde.

L'apparition de la Suisse et du Luxembourg dans les dix premiers pays concerne la composante « rémunération des salariés », plutôt que les « transferts personnels » (voir l'encadré ci-contre pour une définition des envois de fonds). Comme le montre le tableau 1 en annexe, la balance de la « rémunération des salariés » dans ces pays est largement négative et confirme que ces pays sont la destination la plus fréquente des travailleurs frontaliers au sein de l'UE<sup>7</sup>.

Les pays européens émetteurs nets de transferts personnels sont principalement situés dans la partie occidentale de l'UE (France, Allemagne, Italie, Belgique et Irlande sont les cinq premiers pays émetteurs dans l'UE, voir tableau 1 en annexe).

Toutefois, la situation des pays de l'UE et des pays l'OCDE non membres de l'UE, n'est pas homogène, certains pays étant bénéficiaires nets des envois de fonds. Plus précisément, au sein de l'UE, la Roumanie, la Pologne, la Croatie, la Bulgarie et la Lituanie sont les plus grands bénéficiaires nets de transferts personnels<sup>8</sup>.

Pour ces pays (à l'exception de la Pologne), les envois de fonds représentent plus de 2 % du PIB (voir le tableau 2 en annexe). Parmi les pays de l'OCDE non membres de l'UE, le Mexique et la Colombie se distinguent par un solde des envois de fonds largement négatif.

Le Mexique est l'un des principaux bénéficiaires d'envois de fonds en termes absolus (38 milliards de dollars USD ou 32 milliards d'euros) derrière l'Inde (83 milliards de dollars USD ou 71 milliards d'euros) et la Chine (68 milliards de dollars USD ou 58 milliards d'euros). Ces pays, comme d'autres grandes économies, figurent parmi les principaux destinataires des envois de fonds en provenance de l'UE et des pays de l'OCDE non membres de l'UE (voir schéma 2).

#### Encadré 1 : Définition d'envois de fonds et données statistiques

Dans le langage courant, un envoi de fonds désigne une somme d'argent envoyée par les migrants dans leur pays d'origine, provenant généralement de revenus qu'ils perçoivent dans leur pays d'accueil.

La définition statistique officielle ne reflète qu'en partie cette conception commune. Les données comparables à l'échelle internationale sur les transferts de fonds proviennent des statistiques de la balance des paiements (qui recensent les transactions financières entre un pays et le reste du monde). Selon le Manuel de la balance des paiements du FMI (sixième édition, MBP6), les deux postes de la balance des paiements qui se rapportent substantiellement aux envois de fonds sont la « rémunération des salariés » et les « transferts personnels ».

1) Les transferts personnels comprennent tous les transferts courants en espèces ou en nature effectués ou reçus par des ménages résidents au profit ou en provenance de ménages non résidents. ;

2) La rémunération des salariés désigne le revenu de travailleurs frontaliers, saisonniers et autres travailleurs à court terme qui sont employés dans une économie dont ils ne sont pas résidents, et le revenu de résidents employés par des ambassades, des institutions internationales et des entités non résidentes. Cette définition couvre l'intégralité des revenus des deux catégories de travailleurs, qu'ils soient ou non transférés dans le pays d'origine.

Les données disponibles sur les envois de fonds révèlent cependant de nombreuses lacunes. Certains pays ne communiquent aucune donnée ; chez d'autres, il existe une grande hétérogénéité dans la qualité des données fournies. L'argent acheminé par l'intermédiaire d'opérateurs de transfert de fonds, de bureaux de poste ou de sociétés de paiement mobile n'est pas systématiquement inclus dans les statistiques. En outre, les canaux informels d'envois de fonds sont par définition exclus des statistiques. Il est donc difficile d'estimer le volume réel des envois de fonds, en particulier dans certains pays, et notamment lorsqu'il s'agit des couloirs Sud-Sud.

Source : Portail sur les données migratoires <https://migrationdataportal.org/fr/themes/grenzueberschreitende-geldtransfers> et Fonds monétaire international (2009), Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (BPM6), 6e édition, Washington D.C.

<sup>5</sup> Somme convertie en euros sur la base du taux comptable mensuel en vigueur (décembre 2019). Source : site web InforEuro.

<sup>6</sup> Banque mondiale (2019), Migration and Development Brief 31.

<sup>7</sup> Le Luxembourg compte 181 000 travailleurs frontaliers entrants, la Suisse 332 000. Source : Eurostat (2016), « Statistiques sur les tendances de la migration pendulaire au niveau régional », voir : <https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/pdfscache/50943.pdf> Office fédéral de la statistique (2020), voir : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/travail-remuneration/activite-professionnelle-temps-travail/actifs-occupes/suisses-etrangers/frontaliers.html>

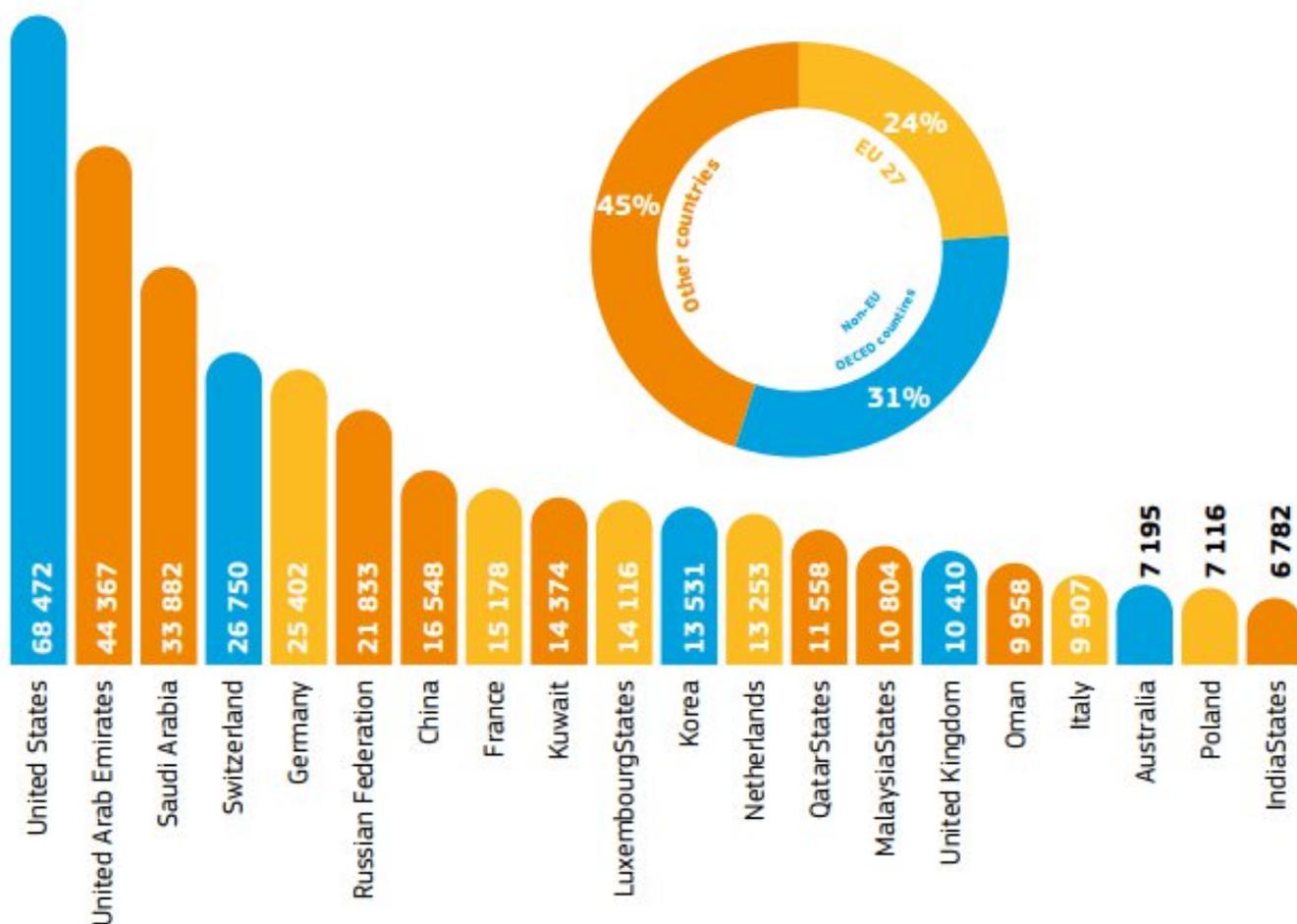
<sup>8</sup> Dans le contexte européen, nous avons plus précisément examiné les transferts personnels pour élargir la perspective au-delà de la question des transfrontaliers européens.

Si l'on prend en considération le ratio des envois de fonds par rapport au produit intérieur brut (PIB), les principaux bénéficiaires sont les économies modestes pour lesquelles les envois de fonds des migrants constituent une source cruciale de financement extérieur (voir schéma 3).

Ce ratio est le plus élevé dans les petits pays insulaires ; au Népal, il ressort à plus de 25 % en 2019. Pour 14<sup>9</sup> des 20 pays les plus dépendants des envois de fonds, l'UE et les pays de l'OCDE non membres de l'UE jouent un rôle clé par rapport à d'autres pays tels que les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe<sup>10</sup>, la Russie et la Chine. Les pays bénéficiaires sont tributaires d'un petit nombre de pays émetteurs (moins de 15 pays émetteurs) ; c'est le cas des Tonga, des Comores, de Samoa, du Kosovo et des Îles Marshall.

Les différentes destinations des flux en provenance des pays de l'UE et des pays de l'OCDE non membres de l'UE s'expliquent par les origines respectives des populations qui ont migré dans ces pays : les envois de fonds depuis les pays de l'UE parviennent aux pays voisins d'Europe de l'Est et aux pays du sud de la Méditerranée tandis que les transferts d'argent depuis les États-Unis sont destinés aux pays d'Amérique latine et aux Caraïbes. Le tableau 3 en annexe répertorie les dix premières nationalités des ressortissants de pays tiers des plus grands pays émetteurs de transferts personnels dans l'UE (Italie, Allemagne et Belgique) par rapport aux dix premières destinations où ces fonds sont envoyés. Ce tableau illustre lui aussi le lien entre migration et envois de fonds.

### SCHÉMA 1: PART DES PAYS DE L'UE ET DES PAYS DE L'OCDE HORS UE POUR LES FLUX SORTANTS (À GAUCHE) ET LES 20 PREMIERS PAYS ÉMETTEURS (À DROITE), EN 2018 (EN MILLIONS DE DOLLARS USD)

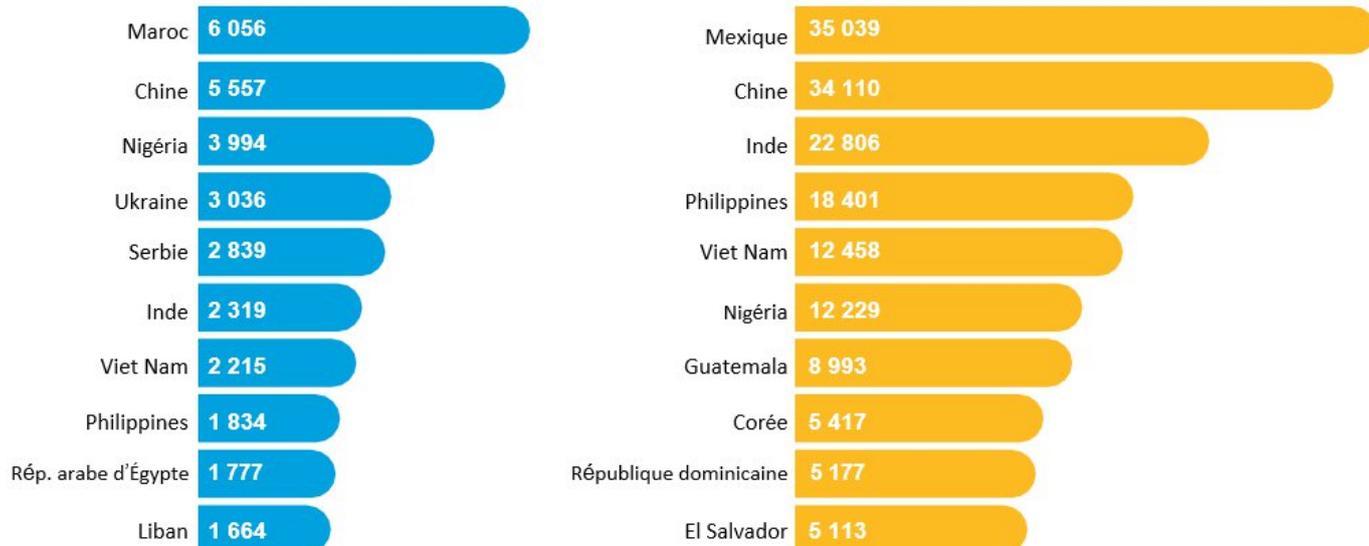


Source : Données annuelles de la Banque mondiale sur les envois de fonds, données sortantes de 2018 (mise à jour : avril 2020)

<sup>9</sup> Tonga, Haïti, El Salvador, Honduras, Comores, Samoa, Moldavie, Jamaïque, Kosovo, Gambie, Îles Marshall, Liban, Cabo Verde, Guatemala.

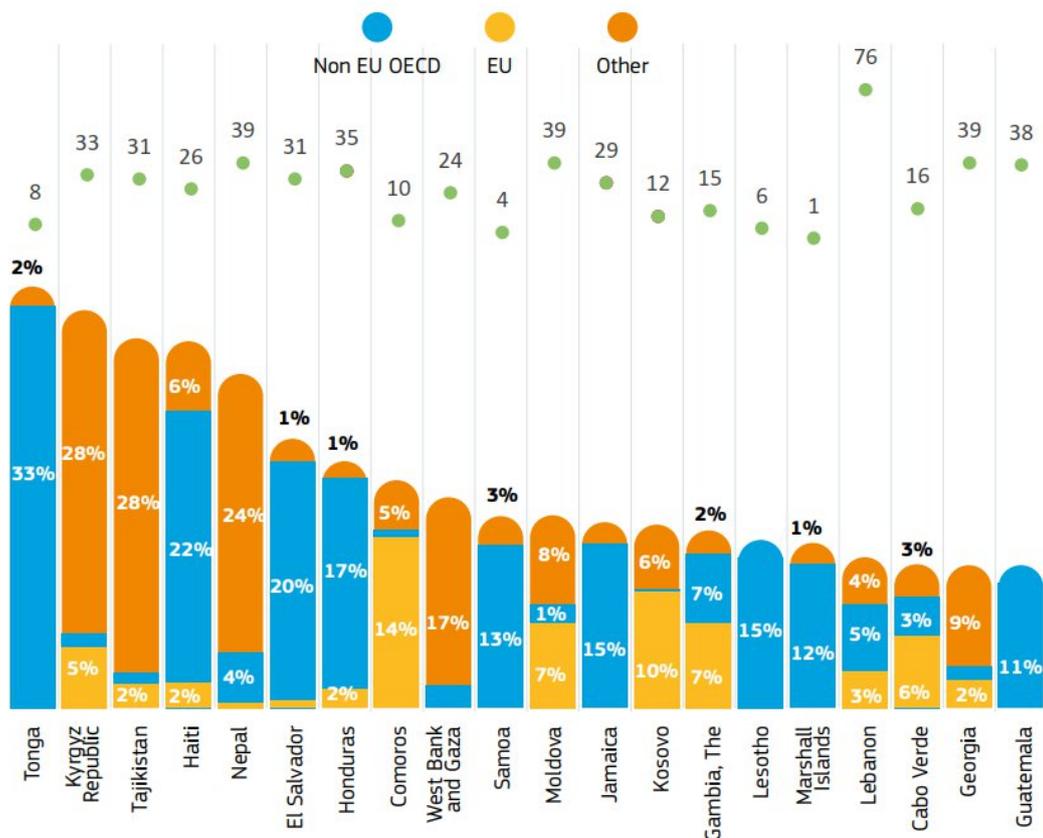
<sup>10</sup> GCC désigne le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (appelé à l'origine Conseil de coopération du Golfe), une union politique et économique régionale et intergouvernementale de tous les pays arabes du golfe persique (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar, à l'exception de l'Iraq).

## SCHÉMA 2 : PREMIERS PAYS BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS (HORS UE) EFFECTUÉS DEPUIS L'UE (À GAUCHE) ET DEPUIS LES PAYS DE L'OCDE HORS UE (À DROITE), EN NOMBRES ABSOLUS (2018, EN MILLIONS DE DOLLARS USD)



Source : Données annuelles de la Banque mondiale sur les envois de fonds, données sortantes de 2018 (mise à jour : avril 2020)

## SCHÉMA 3 : PREMIERS PAYS BÉNÉFICIAIRES D'ENVOIS DE FONDS EN TERMES RELATIFS (RATIO ENVOIS DE FONDS/PIB EN 2018) : PART DES PAYS DE L'UE, DE L'OCDE HORS UE ET D'AUTRES PAYS PAR RAPPORT AUX ENVOIS DE FONDS REÇUS (CI-DESSOUS) ET NOMBRE DE PAYS ÉMETTEURS (CI-DESSUS)



Source : Matrice de données des envois de fonds bilatéraux, Banque mondiale, données de 2018 (mise à jour : octobre 2019)

## 3.2. IMPACT DES CHOC ÉCONOMIQUES SUR LES FLUX D'ENVOIS DE FONDS

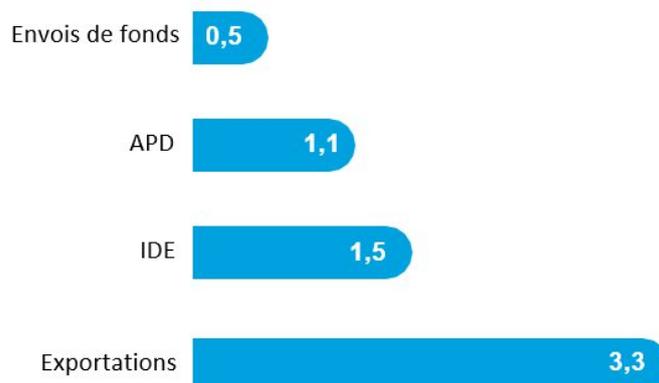
D'après les données du FMI, dans les pays en développement, les envois de fonds sont les flux entrants les moins volatiles. Le schéma 4 ci-dessous montre que les transferts de fonds sont deux fois plus stables que l'aide publique au développement (APD) et sept fois plus stables que les exportations.

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les transferts de fonds sont souvent anticycliques et contribuent à amortir les chocs dans les pays bénéficiaires. Lors d'épisodes passés, même lorsque les pays d'origine étaient touchés, les envois de fonds se sont plutôt maintenus. Lors de la crise financière mondiale de 2008/2009, par exemple, les envois de fonds avaient d'abord chuté de 5 %, avant de rebondir et de se stabiliser à nouveau. Cependant, les répercussions de la crise actuelle devraient être inédites sur les envois de fonds. Aujourd'hui, les prévisions font état d'un recul beaucoup plus important, la pandémie s'étendant désormais aux pays bénéficiaires. En avril 2020, la Banque mondiale a publié un rapport<sup>11</sup> qui estime à 20 % la baisse des envois des fonds pour 2020, en raison, notamment, d'un recul des salaires et de l'emploi des travailleurs migrants dans les pays d'accueil<sup>12</sup>. Les estimations du FMI sont du même ordre : l'institution, qui a bâti sa propre méthodologie en se fondant sur le comportement des envois de fonds dans un contexte de ralentissement après la crise financière mondiale de 2008, prédit une baisse de 19 % des envois de fonds en provenance de la zone euro<sup>13</sup>. La Banque mondiale a révisé ses premières estimations à l'automne 2020, à la faveur des dernières informations concernant la possibilité de nouvelles vagues de contaminations, et prévoit désormais une baisse plus progressive, mais prolongée de 14 % d'ici 2021<sup>14</sup>.

Une baisse des envois de fonds pèserait avant tout sur les millions de ménages concernés, à un moment où ils risquent également d'être privés de leur principale source de revenus, à savoir l'emploi. D'après les estimations, 800 millions de personnes dans le monde sont tributaires des envois de fonds à des degrés divers<sup>15</sup>. Les répercussions macroéconomiques de la pandémie proviendront essentiellement d'une récession mondiale, mais la baisse anticipée des envois de fonds pourrait également dégrader le contexte macroéconomique, notamment dans les pays où le ratio envois de fonds/PIB est élevé, où la part des ménages recevant des envois de fonds est importante, où les transferts sont principalement utilisés à des fins de consommation ou qui s'appuient sur les envois de fonds pour s'approvisionner en devises. L'onde de choc pourrait notamment se propager aux domaines suivants<sup>16</sup> :

- La pression fiscale : une consommation en berne affecte directement le PIB et implique une assiette plus réduite pour l'augmentation de la TVA, intensifiant la pression sur les dépenses sociales ;
- Le secteur financier : les institutions, privées de cette source de devises, pourraient alors resserrer leurs conditions d'accès au crédit ;
- La politique monétaire, en raison de l'incidence sur les taux de change et de pressions de dévaluation dans un contexte où il est impossible de contrebalancer les dommages subis par une hausse des exportations ; et
- Le marché du travail : les travailleurs indépendants dans les pays d'origine peuvent s'appuyer sur les envois de fonds pour financer leur petite entreprise.

### SCHÉMA 4 : VOLATILITÉ DES FLUX ENTRANTS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (COEFFICIENT DE VARIATION EN %, 1980-2018)



Source : Présentation de Ralph Chami (FMI) pour le webinaire « Importance des envois de fonds des migrants en temps de crise » du Conseil de l'Europe, 5 octobre 2020 ; mise à jour des données présentées dans FMI (2008), « Macroeconomic Consequences of Remittances », *Occasional paper* 259.

<sup>11</sup> Banque mondiale (2020), Migration and Development Brief 32.

<sup>12</sup> Le modèle de la Banque mondiale repose sur un modèle standard qui évalue les envois de fonds en fonction du revenu dans les pays d'accueil et d'origine des migrants.

<sup>13</sup> Billet de blog du FMI, voir : <https://blogs.imf.org/2020/09/11/supporting-migrants-and-remittances-as-covid-19-rages-on/>.

<sup>14</sup> Banque mondiale (2020), Migration and Development Brief 33.

<sup>15</sup> Données du Fonds international de développement agricole (FIDA), rapport Sending Money Home.

<sup>16</sup> Sur l'impact économique des envois de fonds, voir par exemple : OCDE (2016), Migrations, transferts de fonds et développement.



## 4. PRINCIPAUX FACTEURS TOUCHANT LES FLUX D'ENVOIS DE FONDS

### 4.1. FACTEUR ÉCONOMIQUE

La première note de synthèse du REM et de l'OCDE de cette série<sup>17</sup> montrait à quel point les travailleurs migrants sont vulnérables face à la pandémie de COVID-19, tant du point de vue économique que sanitaire, en raison de la forte prévalence de contrats temporaires dans cette catégorie de travailleurs, de leur tendance à occuper des postes non télétravaillables et de leur exposition élevée aux risques inhérents à la pandémie (dans le cadre professionnel pour les travailleurs essentiels et/ou en raison des conditions de vie ou du niveau de pauvreté).

Selon les premières statistiques de chômage disponibles, les vulnérabilités des migrants semblent effectivement entraîner des difficultés économiques disproportionnées. Le taux de chômage global (travailleurs nés dans le pays compris) a jusqu'ici augmenté de manière modeste dans les 27 pays de l'UE, de 6,6 % au 2e trimestre 2019 à 6,7 % au même trimestre de 2020, selon les données d'Eurostat<sup>18</sup>. Sur la même période, le chômage de la population d'origine étrangère<sup>19</sup> est passé de 10,7 % à 11,8 %. Alors que les travailleurs nés à l'étranger sont bien plus touchés par le chômage que la population générale (+1,1 pt vs +0,1 pt), cette situation pourrait se dégrader dans les mois à venir avec l'expiration des mesures gouvernementales visant à prévenir une vague de chômage de masse, comme les programmes de maintien des salaires ou de suspension des licenciements<sup>20</sup>. Les plus fortes augmentations du taux de chômage de la population d'origine étrangère<sup>21</sup> (> 3 pt) ont été observées en Espagne, en Suède, en Lettonie<sup>22</sup> et en Autriche. À l'opposé, certains pays de l'OCDE membres et non membres de l'UE enregistrent, au moins pour le moment, une baisse de leur taux de chômage, y compris chez les travailleurs nés à l'étranger. C'est le cas de l'Italie, de la France, de la Pologne et du Danemark (voir tableau 4 en annexe).

Dans le contexte sanitaire actuel, il est nécessaire de porter le regard au-delà des taux de chômage pour broser un tableau complet des effets de la pandémie sur le marché du travail. L'apparition de la maladie et les mesures prises pour lutter contre sa propagation ont déclenché une baisse des taux d'activité. La fermeture des établissements scolaires et les autres restrictions mises en place entravent la recherche d'emploi.

Depuis, beaucoup n'entrent plus dans la définition du chômage d'Eurostat (puisqu'ils ne sont plus en recherche active d'emploi ou ne sont plus disponibles, devant par exemple s'occuper de leurs enfants).

L'évolution des taux d'emploi tend à montrer que les effets de la pandémie sont plus délétères que ne le laissent penser les seules courbes du chômage. Elle confirme également que les immigrés pâtissent de la crise de manière disproportionnée : d'après les statistiques d'Eurostat<sup>23</sup>, le taux d'emploi global des 27 pays de l'UE a chuté de 68,5 % au 2e trimestre 2019 à 66,9 % au 2e trimestre 2020. Pour la population d'origine étrangère, l'effondrement était plus marqué, de 65,5 % à 62 %. Cette tendance s'observe également aux États-Unis : le taux d'emploi de la population née dans le pays s'est contracté, passant de 60,4 % en septembre 2019 à 56,4 % en septembre 2020 ; pour les personnes nées à l'étranger, la chute est relativement plus forte, de 64,2 % à 58,4 %.

Ce contexte de hausse globale du chômage et de l'inactivité pèse probablement sur la capacité des étrangers à envoyer des fonds à leurs familles. Les migrants du secteur informel, non pris en compte dans les statistiques ci-dessus, en ont également pâti. Dans l'étude récente de la Banque mondiale<sup>24</sup>, le facteur économique est la principale raison du recul des envois des fonds. Toutefois, en dépit des difficultés économiques qu'ils rencontrent dans leur pays de résidence, il est probable que les migrants font tout pour envoyer de l'argent dans leur pays d'origine, où les destinataires peuvent se heurter à des difficultés encore plus grandes.

### 4.2. FACTEUR MIGRATOIRE

Parallèlement aux évolutions économiques, l'entrée des nouveaux travailleurs a brutalement diminué en raison des restrictions imposées sur les admissions pour contrer la propagation du coronavirus. Les premières données fournies par les pays de l'OCDE<sup>25</sup> indiquent une baisse de 46 % du nombre de nouveaux permis délivrés au premier semestre 2020, par rapport au premier semestre 2019. Le recul est encore plus net si l'on considère plus précisément le 2e trimestre 2020 : -72 % par rapport au même trimestre 2019. Dans les pays de l'OCDE membres de l'UE, le recul est un peu moins brutal : -35 % au 1er trimestre 2020, -59 % au 2e trimestre 2020, par rapport aux mêmes périodes de 2019. Il est difficile de déterminer avec certitude si l'impact observé sera compensé dans les mois qui viennent, en particulier avec la nouvelle vague que connaît la pandémie et le ralentissement économique qu'elle entraîne.

<sup>17</sup> REM/OCDE (2020) Réponses des États membres de l'UE et de l'OCDE à la gestion des titres de séjour et du chômage des migrants pendant la pandémie de COVID-19 — Notes de synthèse du REM et de l'OCDE. Bruxelles : Réseau européen des migrations.

<sup>18</sup> Eurostat, LFSQ\_URGACOB

<sup>19</sup> Le terme « population d'origine étrangère » désigne les personnes nées dans un autre pays (au regard des frontières actuelles), que ce soit un autre État membre de l'UE ou un pays hors de l'UE, et qui résident habituellement dans le pays fournissant les chiffres au 1er janvier de l'année considérée.

<sup>20</sup> Voir notamment Fitch Ratings (2020), « European Unemployment Shock Postponed ».

<sup>21</sup> Le terme « population d'origine étrangère » désigne les personnes nées dans un autre pays (au regard des frontières actuelles), que ce soit un autre État membre de l'UE ou un pays hors de l'UE, et qui résident habituellement dans le pays fournissant les chiffres au 1er janvier de l'année considérée.

<sup>22</sup> Dans le cas de la Lettonie, la proportion de travailleurs nés à l'étranger est particulièrement importante, car elle comprend les non-citoyens reconnus.

<sup>23</sup> Eurostat, LFSQ\_ERGACOB.

<sup>24</sup> Banque mondiale (2020), Migration and Development Brief 33.

<sup>25</sup> OCDE (2020), Perspectives des migrations internationales 2020, à consulter sur : <https://doi.org/10.1787/6b4c9dfc-fr>

En outre, s'ils ont pu se trouver dans l'incapacité de voyager dans un premier temps, certains migrants qui ont perdu leur emploi sont finalement revenus dans leur pays. Avec le ralentissement des nouvelles migrations et l'accroissement des migrations de retour, la Banque mondiale s'attend désormais à un recul du stock de migrants internationaux en 2020<sup>26</sup>. Par conséquent, en dépit des mesures prises par les pays de l'OCDE membres de l'UE pour maintenir la migration économique dans les secteurs clés et assouplir les conditions de délivrance des permis de séjour des migrants déjà présents dans le pays<sup>27</sup>, le nombre de migrants susceptibles d'envoyer des fonds sera affecté.

### 4.3. BOULEVERSEMENT DES SERVICES DE FONDS DUES A LA COVID-19

#### Impact sur l'accès aux services d'envois de fonds

Les restrictions imposées par les États membres de l'UE et les pays de l'OCDE en vue de contenir la propagation du virus ont pesé, à des degrés divers, sur l'accès physique des migrants aux prestataires de services de transfert de fonds, principalement au cours des mois de mars et d'avril. La fermeture définitive de certains opérateurs de transfert de fonds (OTF) a également été signalée, notamment en France.

Certaines perturbations sont liées à la confusion qui a régné pendant les premières semaines de la pandémie. Par exemple, la Belgique a constaté une forte diminution des transferts de fonds envoyés et reçus durant les deux premières semaines de mars 2020 (une baisse respective de plus de 50 % et 70 % des montants transférés par rapport à la même période de l'année précédente). Ce recul s'explique essentiellement par le manque de clarté initial concernant le caractère essentiel des services de transfert de fonds, lequel a été reconnu par la Belgique<sup>28</sup>.

Globalement, l'ampleur des difficultés d'accès aux services de transfert de fonds dépend largement de la rigueur des politiques d'endiguement du virus. Pour les pays qui ont instauré des mesures strictes, elle dépend aussi de la reconnaissance du caractère essentiel de ces services, et du type de prestataires concernés (banques, services postaux, OTF, prestataires numériques).

Le tableau 7 en annexe fournit une indication de la rigueur des politiques imposées dans chaque État membre, à titre d'information.

Les banques ont été classées parmi les services essentiels dans douze États membres participants à l'étude et au Royaume-Uni, c'est-à-dire dans de nombreux pays ayant instauré une forme de confinement<sup>29</sup>.

Cinq États membres de l'UE, le Royaume-Uni et d'autres pays de l'OCDE ont considéré que les OTF étaient des services essentiels<sup>30</sup>, mais l'accès demeurait inégal. En Italie, par exemple, les OTF associés à des bureaux de poste et de tabac sont restés ouverts, mais les OTF installés au sein des agences de voyages (qui représentaient un segment modeste du marché) ont dû fermer. En Espagne, l'accès physique aux OTF n'était pas possible lorsqu'il s'agissait de petites entreprises (fermées pendant le confinement). En Lettonie et en Lituanie, ce sont essentiellement les opérateurs financiers situés dans les centres commerciaux qui étaient inaccessibles en raison du confinement. Globalement, les OTF étaient soumis aux mesures appliquées aux établissements dont ils dépendaient (certains étant fermés, d'autres non). Des mesures particulières pour les OTF n'ont pas forcément été adoptées (comme l'indique la Slovaquie).

Parmi ceux qui n'ont pas reconnu le caractère essentiel des services bancaires et financiers, sept États membres de l'UE soulignent que les transferts de fonds se sont toutefois déroulés normalement pendant le confinement<sup>31</sup>. Dans ces pays, les mesures de confinement étaient plus ou moins strictes (comme l'indique le tableau 7 en annexe). Le même constat ressort dans plusieurs autres pays de l'OCDE, comme la Suisse et la Colombie, par exemple. Les opérations des banques et des OTF se sont poursuivies normalement en Suède et aux Pays-Bas, qui n'ont pas instauré de confinement général.

Des solutions numériques, accessibles à distance, ont été mises à disposition tout au long du confinement. Les prestataires proposant des services de transfert d'espèces par personne interposée ont été comparativement plus touchés. Comme indiqué plus haut, ils ont en effet dû s'adapter aux restrictions, qui pouvaient aboutir à une fermeture totale, une réduction des horaires de travail, une obligation de prendre rendez-vous, des règles de distanciation réduisant la jauge de clients autorisés, etc. Toutefois, ces dispositions concernaient essentiellement les OTF, puisque les banques et les bureaux de poste étaient largement opérationnels, bien que soumis à certaines conditions. Les entreprises recourant au système Hawala (qui ne transfèrent pas l'argent par le biais de comptes bancaires, mais par transport d'espèces par voie aérienne) ont été particulièrement touchées par le confinement, comme le signale notamment la Finlande.

Des solutions électroniques auraient été mises en place pour faciliter le fonctionnement normal de ces services. Les migrants ne disposant pas alors des terminaux ou des compétences numériques nécessaires n'auront pas bénéficié de ces solutions (qui visaient à compenser l'accès réduit aux agences). Une étude de grande ampleur est en cours en France afin de mieux comprendre l'évolution des pratiques dans le contexte de la pandémie (voir encadré p. 9).

<sup>26</sup> Banque mondiale (2020), Migration and Development Brief 33

<sup>27</sup> Réseau européen des migrations (2020). Maintien de la migration économique dans les secteurs essentiels en période de pandémie — Note de synthèse (Inform) du REM et de l'OCDE. Bruxelles : Réseau européen des migrations

<sup>28</sup> Informations recueillies par la DG FISMA.

<sup>29</sup> Pour les États membres de l'UE et le Royaume-Uni : AT, BE, EE, ES, FI, FR, IE, IT, LV, LT, LU, SI et UK. Pays de l'OCDE non membres de l'UE : par exemple, NZ.

<sup>30</sup> Pour les États membres de l'UE et le Royaume-Uni : AT, BE, ES, IT, LU et UK. Pays de l'OCDE non membres de l'UE : par exemple, NZ.

<sup>31</sup> CY, CZ, DE, HR, HU, MT et SK.

## Impact sur le coût des services d'envois de fonds

La crise sanitaire pèse à la fois sur le volume des envois de fonds et leurs coûts selon les couloirs de transfert, qui présentent déjà de grandes disparités. Tout au long des mois d'avril et de mai 2020, la Banque mondiale a effectué un suivi fréquent du coût des envois de fonds afin de détecter les répercussions éventuelles de la pandémie. D'une part, elle s'attendait à ce que les restrictions, qui entravent l'accès aux opérateurs de transferts d'espèces, renforcent la prévalence des services numériques, habituellement moins chers, entraînant ainsi une baisse des coûts. D'autre part, elle craignait que la pandémie ait des effets sur la stabilité des taux de change, ce qui affecterait également le coût des envois de fonds<sup>32</sup>.

Les éditions spéciales hebdomadaires de la Banque mondiale ont montré une légère réduction du prix des services disponibles pendant le confinement<sup>33</sup>. Cette baisse reflète une plus grande prévalence des services numériques, mais illustre par ailleurs une tendance de fond. Même en comparant le prix des services disponibles durant le confinement à celui pratiqué par les mêmes services l'année précédente, on peut constater une diminution.

Le prix moyen des envois de fonds a légèrement rebondi au troisième trimestre de 2020 avec le rétablissement des services de transfert en liquide. Globalement, la tendance à la baisse s'est poursuivie tout au long de 2020, mais à un rythme plus lent que l'objectif de développement durable des Nations Unies de maintenir le coût des transferts de fonds en deçà de 3 % d'ici à 2030. Le coût moyen des envois de fonds s'établit à 6,75 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, contre 7,52 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 et 6,84 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2019. Les données par pays montrent des écarts sensibles, en particulier entre les pays de l'OCDE non membres de l'UE.

## Encadré 2 : Projet DIASDEV (France)

Dans le cadre du projet DIASDEV porté par l'Agence française de Développement (AFD) et les Caisses des dépôts de cinq pays (France, Italie, Maroc, Sénégal et Tunisie), une consultation des diasporas en France a été menée auprès de 750 personnes d'avril à juillet 2020. Elle a permis de dégager les tendances des couloirs de transfert entre l'Afrique et la France, qui indiquaient un recul de 23 % des envois de fonds entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020, pour les personnes ayant transféré de l'argent pendant cette période. Cette diminution est principalement due à une baisse des revenus et à l'impossibilité pour les diasporas d'accéder aux agences de transfert traditionnelles, qui étaient fermées.

Cependant, une petite partie des diasporas s'est réorientée vers les services de transfert numériques et a augmenté le montant des envois. Pour aller plus loin, le cabinet Red Mangrove Development Advisors (RMDA), chargé de l'étude de faisabilité du projet DIASDEV, collabore actuellement avec l'institut de sondage IPSOS en vue de réaliser une enquête de plus grande ampleur sur les envois de fonds des diasporas en France. Ce sondage, une première en Europe sur ce type de données, permettrait de mieux mesurer l'étendue du phénomène et de comprendre les contraintes éventuelles des utilisateurs et l'adaptation de leurs pratiques. Au-delà d'une image fidèle de la situation, ce travail permettrait de guider les politiques et le choix des actions de coopération. Le Ministère français des Affaires étrangères et européennes et l'AFD ont fait part de leur volonté de cofinancer cette enquête.

Source : PCN du REM en France

**SCHEMA 5 : COÛT MOYEN DES TRANSFERTS DE FONDS À PARTIR DE CERTAINS PAYS, 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2015 – 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2020 (% DU MONTANT ENVOYÉ)**

|                  | T3<br>2015 | T3<br>2019 | T4<br>2019 | T1<br>2020 | T2<br>2020 | T3<br>2020 |
|------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| France           | 7,56       | 6,83       | 6,76       | 6,79       | 6,27       | 6,27       |
| Allemagne        | 7,32       | 7,64       | 7,49       | 7,70       | 7,10       | 7,47       |
| Italie           | 6,05       | 6,33       | 5,71       | 5,68       | 5,75       | 6,15       |
| Australie        | 9,24       | 7,42       | 7,61       | 7,59       | 7,31       | 7,21       |
| Canada           | 9,08       | 7,94       | 8,28       | 7,44       | 7,12       | 6,27       |
| Japon            | 12,97      | 9,99       | 9,56       | 9,40       | 10,36      | 10,58      |
| Corée            | 5,43       | 4,87       | 4,50       | 4,77       | 4,72       | 4,74       |
| Royaume-Uni      | 7,41       | 7,28       | 7,23       | 7,42       | 6,74       | 6,57       |
| États-Unis       | 6,04       | 5,36       | 5,43       | 5,36       | 5,21       | 5,14       |
| Moyenne mondiale | 7,52       | 6,84       | 6,82       | 6,79       | 6,67       | 6,75       |

Source : Données de la Banque mondiale disponibles sur <https://remittanceprices.worldbank.org/fr>

Remarque : Données portant sur le coût d'envoi et de réception de petites sommes d'argent (l'équivalent dans la monnaie locale de 200 USD et de 500 USD) dans 367 « couloirs de transfert » entre 48 pays expéditeurs et 105 pays destinataires.

<sup>32</sup> Le coût des envois de fonds dépend de deux composantes principales : les frais de transaction et la marge appliquée sur le taux de change.

<sup>33</sup> Éditions spéciales RPW sur la COVID-19, à consulter sur : <https://remittanceprices.worldbank.org/en>



## 5. IMPACT DE LA COVID-19 SUR LES ENVOIS DE FONDS VERS LES PAYS TIERS

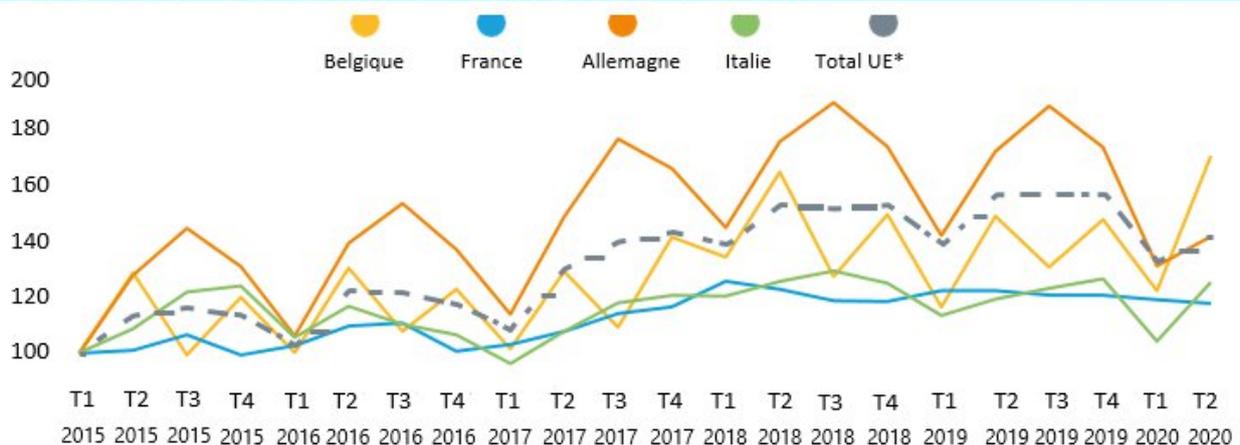
Les statistiques de la balance trimestrielle des paiements publiées par le FMI apportent un premier éclairage sur les répercussions réelles de la pandémie de COVID-19 sur les flux d'envois de fonds au cours des deux premiers trimestres de 2020.

Si l'on regroupe tous les pays de l'UE pour lesquels des données sont disponibles, on constate une chute au premier trimestre 2020 (-4 % par rapport au 1er trimestre 2019) qui s'accroît au cours du 2e trimestre (-8 % par rapport au 2e trimestre 2019). Il existe toutefois des écarts sensibles entre les pays (voir également le tableau 5 en annexe). Dans les quatre principaux pays émetteurs de l'UE<sup>34</sup> (à l'exception de la Belgique), les envois ont d'abord chuté au 1er trimestre 2020 (par rapport au 1er trimestre de 2019). Les flux d'envois de fonds ont ensuite augmenté sensiblement pendant le 2e trimestre dans deux pays, la Belgique et l'Italie (+14 % et +5 % par rapport à l'année précédente à la faveur de l'assouplissement des règles de confinement à partir de mai).

En France et en Allemagne, cependant, la baisse s'est poursuivie (respectivement -3 % et -17 % au 2e trimestre 2020 par rapport au 2e trimestre 2019).

Dans ces quatre pays, la résilience des flux d'envois de fonds a été favorisée par la composante « transfert personnel », par opposition à la composante « rémunération des salariés ». En Italie, par exemple, les « transferts personnels » ont augmenté de 30 % au 2e trimestre 2020 par rapport à l'année précédente, tandis que les « rémunérations des salariés » ont fortement reculé (de 77 %). Ces chiffres laissent entendre que les migrants résidant dans les pays hôtes ont fait des efforts pour accroître leurs envois (compte tenu de la détérioration de la situation dans leur pays d'origine) et/ou qu'ils ont davantage fait appel aux circuits formels d'envois de fonds. En parallèle, de nombreux travailleurs qui auraient dû bénéficier de contrats saisonniers ou de courte durée dans des circonstances normales n'ont pas pu voyager ni travailler.

**SCHÉMA 6. ENVOIS DE FONDS ÉMIS DEPUIS CERTAINS PAYS DE L'UE, 2015-2020 (INDICE DE RÉFÉRENCE : 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2015 = 100)**



Source : FMI, données de la balance trimestrielle des paiements.

Remarque : Somme des « rémunérations des salariés » et des « transferts personnels » (débiteurs). Indice calculé sur les envois de fonds exprimés en dollars USD.

\* Total UE : Il manque les données de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Irlande, du Luxembourg et du Portugal.

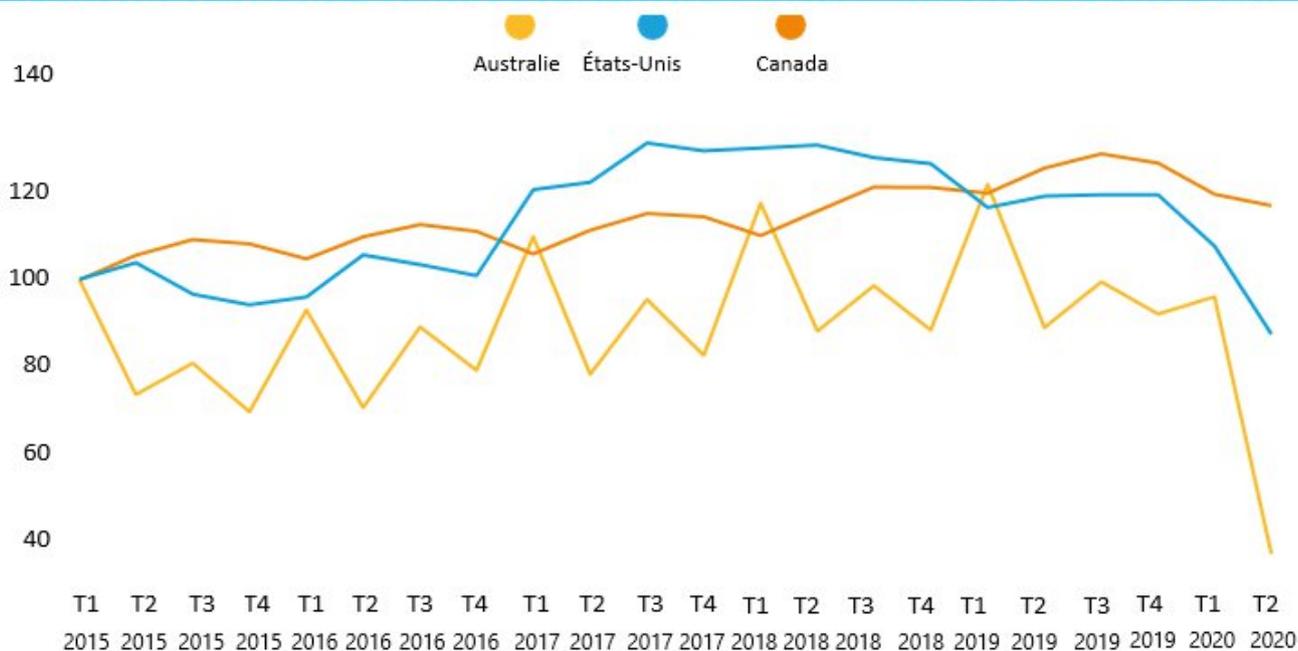
Certains des principaux pays émetteurs de l'OCDE non membres de l'UE constatent, comme la France et l'Allemagne, une forte baisse des transferts au 2e trimestre 2020<sup>35</sup>, en particulier l'Australie (-56 % par rapport au 2e trimestre 2019) et le Canada (-25 %). Les États-Unis affichent un repli plus modeste (-6 % ; voir figure 7).

Dans les pays de l'OCDE non membres de l'UE, les transferts personnels ont également mieux résisté que les « rémunérations des salariés » (respectivement -6 %, 1 % et -1 % contre -62 %, -41 % et -22 % pour l'Australie, le Canada et les États-Unis).

<sup>34</sup> Ces quatre pays représentaient 48 % des flux d'envois de fonds en provenance de l'UE en 2018.

<sup>35</sup> Le tableau 6 en annexe présente les données d'autres pays émetteurs de l'OCDE non membres de l'UE.

## SCHÉMA 7. ENVOIS DE FONDS À PARTIR DE L'AUSTRALIE, DU CANADA ET DES ÉTATS-UNIS, 2015-2020 (INDICE DE RÉFÉRENCE 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2015 = 100)



Source : FMI, données de la balance trimestrielle des paiements.

Remarque : Somme des « rémunérations des salariés » et des « transferts personnels » (débiteurs). Indice calculé sur les envois de fonds exprimés en dollars USD.

Ce recul est également manifeste si l'on considère les flux d'envois de fonds arrivant dans certains des principaux pays destinataires. En comparant le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 au 2<sup>e</sup> trimestre 2019, on constate que cet effondrement est le plus marqué en Serbie (-30 %), en Colombie (-23 %), en Ukraine (-21 %), au Maroc (-13 %) et aux Philippines (-10 %).

Seuls les envois de fonds vers le Mexique sont restés stables (+2 %), ce qui peut aussi refléter en partie les fluctuations du taux de change (monnaie nationale par rapport au dollar américain)<sup>36</sup>. L'Inde, pays qui reçoit le plus d'envois de fonds depuis de nombreuses années, a constaté une baisse des flux entrants d'envoi de fonds de 8,2 % entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2020.

<sup>36</sup> En mars et en avril 2020, le taux de change entre le peso mexicain (MXN) et le dollar américain (USD) était favorable : 1 USD équivalait à 18,8 MXN en février, contre 22,3 en mars ou 24,2 en avril 2020. Il est possible que les migrants originaires du Mexique et résidant aux États-Unis en aient profité pour envoyer des fonds ou une partie de leurs économies au Mexique.

## SCHÉMA 8. ENVOIS DE FONDS REÇUS PAR CERTAINS PAYS, 2015-2020 (INDICE DE RÉFÉRENCE 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2015 = 100)



Source : FMI, données de la balance trimestrielle des paiements.

Remarque : Somme des « rémunérations des salariés » et des « transferts personnels » (débiteurs). Indice calculé sur les envois de fonds exprimés en dollars américains (USD).

En dépit de la résilience partielle des flux d'envois de fonds et des effets de rebond observés pour certains pays au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, les perspectives restent incertaines. De nombreux pays sont déjà touchés et les effets de la pandémie vont probablement s'inscrire dans la durée. Les migrants ont sans doute déjà mobilisé leur épargne pour aider leurs familles à faire face à la crise dans leur pays d'origine, mais cette solution risque de ne pas pouvoir durer.

Globalement, on estime que les migrants qui envoient des fonds économisent seulement 10 % de leurs revenus en temps normal et envoient 15 % à leurs proches restés au pays<sup>37</sup>. En outre, même si les statistiques ne permettent pas d'étayer ce point, il est probable que la résilience des flux d'envois de fonds soit en partie artificielle et qu'elle s'explique par un transfert des circuits informels vers les circuits formels, le confinement et les restrictions temporaires de déplacement ayant rendu quasi impossible le recours à des intermédiaires informels.

<sup>37</sup> FIDA (2017), données tirées de Sending Money Home, à consulter sur <https://www.ifad.org/documents/38714170/39135645/Sending+Money+Home+--+Contributing+to+the+SDGs%2C+one+family+at+a+time.pdf/c207b5f1-9fef-4877-9315-75463fccfaa7>.



## 6. MESURES POUR FACILITER LES ENVOIS DE FONDS PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET ATTÉNUER L'IMPACT DE LA BAISSÉ ET LA PERTE DES ENVOIS DE FONDS DANS LES PAYS BÉNÉFICIAIRES

À long terme, la capacité des ressortissants de pays tiers à envoyer de l'argent dans leur pays d'origine dépend largement de la conjoncture mondiale et de la manière dont les États parviennent à estomper les effets de la pandémie. Cela dit, plusieurs institutions internationales ont formulé des recommandations pour préserver les flux d'envois de fonds au moyen d'actions concrètes, comme l'indique l'encadré 3<sup>38</sup>. Ces recommandations reprennent en grande partie des initiatives en cours (la réduction des coûts d'envoi, par exemple) et ne sont pas inédites. Parallèlement aux efforts déployés pour stabiliser les flux d'envois de fonds, il convient également de combler les lacunes statistiques que la crise a mises au jour, notamment les données sur les flux bilatéraux et les circuits d'envois de fonds. La Banque mondiale a mis sur pied un groupe de travail international sur l'amélioration des données relatives aux envois de fonds<sup>39</sup> destiné à améliorer le suivi en temps réel des flux d'envois de fonds. Ce groupe réunira les services nationaux de la statistique, les banques centrales, la Banque mondiale et certaines institutions internationales.

Dans le sillage de la pandémie, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a coordonné la stratégie à adopter face aux obstacles rencontrés pour les transferts d'argent. Lancé en mars 2020 et rejoint par 35 organisations, le Groupe de travail de la communauté mondiale des envois de fonds s'est donné pour mission d'œuvrer pour la communauté internationale, en proie à la crise sanitaire.

Il a émis un certain nombre de recommandations concrètes pour contrebalancer les répercussions dont pâtissaient les populations concernées par les transferts d'argent, en raison de la pandémie. En mai 2020, la Suisse et le Royaume-Uni ont également appelé à agir en faveur des communautés de migrants, afin qu'ils puissent continuer d'envoyer de l'argent, et à améliorer le système des transferts de fonds. Par la suite, d'autres pays ont repris cet appel, rejoints par la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour le développement, des agences des Nations unies et des industriels. Les responsables politiques ont été ainsi invités à reconnaître que les envois de fonds constituent un service public essentiel et à favoriser le développement de circuits numériques d'envoi de fonds plus efficaces.

La Commission européenne a également participé à l'élaboration de mesures opérationnelles plus larges au sein du Groupe de travail de la communauté mondiale des envois de fonds, comme l'accélération du passage à des transferts numériques plus fiables, moins onéreux et plus faciles d'accès lors d'un confinement. La Commission vient par ailleurs de débloquer des fonds en faveur d'une initiative destinée à promouvoir les transferts numériques dans la région Afrique, Caraïbes et Pacifique. La Commission européenne a également proposé au Partenariat mondial pour l'inclusion financière du G20 de coordonner les interventions sur la question des envois de fonds.

### **Encadré 3 : Résumé des principales recommandations formulées par des institutions et coalitions internationales (Groupe de travail de la communauté mondiale des envois de fonds, KNOMAD, FMI, Banque mondiale...) pour préserver les flux d'envois de fonds**

#### **Soutenir la santé et le revenu des migrants**

- Les politiques destinées à atténuer les effets de la crise devraient être élargies aux migrants.
- Les filets de sécurité sociale des pays d'accueil doivent inclure les migrants (protection de l'emploi, protection sociale ou accès au système de santé).
- La question du mal-logement des migrants doit être traitée, afin qu'ils soient moins vulnérables et qu'ils augmentent leurs chances de rester en bonne santé pour continuer à travailler.

#### **Maintenir les flux migratoires**

Les États doivent agir pour maintenir la migration économique et limiter les risques administratifs en cas de perte d'emploi.

#### **Soutenir les prestataires de services d'envoi de fonds**

- Reconnaître comme essentiels les services d'envoi de fonds en période de confinement.
- Appuyer les prestataires, si nécessaire, par des incitations fiscales ou des instruments adaptés à une gestion efficace des risques de crédit et de liquidité qu'ils encourent.

<sup>38</sup> Voir par exemple : A Blueprint for Action, Groupe de travail de la communauté mondiale des envois de fonds à consulter sur <https://familyremittances.org/idfr-2020/the-remittance-community-task-force/> ; Call to Action Remittances in Crisis: How to Keep them Flowing à l'adresse <https://www.knomad.org/covid-19-remittances-call-to-action> ; le billet de blog de la Banque mondiale à l'adresse <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/preserver-les-envois-de-fonds-des-migrants-malgre-le-coronavirus> ; le billet de blog du FMI à l'adresse <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/09/14/blog-supporting-migrants-and-remittances-as-covid19-rages-on>.

<sup>39</sup> Banque mondiale (2020), Migration and Development Brief 33.

## Adoption de mesures et de politiques dans les pays de l'UE et de l'OCDE pour remédier à la baisse et à l'arrêt des envois de fonds

Cette section présente un tableau général des mesures concrètes adoptées par les États membres en faveur des envois de fonds. Les mesures prises pour soutenir la santé et le revenu des migrants et préserver les flux migratoires ont été respectivement traitées dans les notes de synthèse Inform #1<sup>40</sup> et Inform #3<sup>41</sup> de la série que le REM consacre à l'impact de la COVID-19 dans le domaine des migrations. Pendant la période de confinement, certains États membres ont reconnu comme essentiels les services d'envois de fonds (voir également la section 4.3 ci-dessus). Les États membres qui ont pris part à cette note ne citent aucun exemple de mécanisme de soutien ciblant les prestataires d'envois de fonds. Certains pays (Belgique, Finlande et Estonie) soulignent<sup>42</sup> que ces prestataires bénéficiaient de dispositifs d'aide généraux.

### Accélérer les efforts pour réduire les coûts des transferts de fonds et garantir l'inclusion financière

La France a accru ses efforts en matière de bi-bancarisation, afin que les travailleurs migrants puissent détenir un compte bancaire à la fois dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil, au sein d'une même banque ou auprès de deux banques partenaires, et qu'ils bénéficient de tarifs préférentiels lors d'envois de fonds. Fin juillet 2020, une proposition de loi a été déposée au Parlement pour assouplir la commercialisation de services bancaires internationaux et élargir la gamme de services pouvant être commercialisés, afin que les migrants africains soient encouragés à envoyer des fonds à leur famille restée au pays. La France a également signalé une initiative visant à mettre en place une exonération fiscale pour les envois de fonds vers l'Afrique. L'Allemagne a réitéré sa volonté d'atteindre les objectifs de développement durable de baisser les coûts de transaction sous les 3 % d'ici à 2030.

Plusieurs États membres et certains prestataires ont pris des mesures pour encourager l'utilisation de services numériques. La crise sanitaire a accéléré le passage à la numérisation. Les bureaux de poste ont lancé et développé une offre de services numériques, notamment des portefeuilles numériques mis à disposition de clients non bancarisés, moins chers que les envois de fonds et les virements bancaires classiques<sup>43</sup>. BigPay, une application de paiement à l'échelle internationale, indique une hausse du volume de transactions de 469 % au cours du premier semestre 2020<sup>44</sup>. D'autres services de technologie financière (fintech) qui servent de plateformes d'envois de fonds ont également signalé un net essor, notamment dans le nombre de nouveaux clients<sup>45</sup>.

### Encadré 3 (suite):

#### Accélérer les initiatives de réduction des coûts des envois de fonds et garantir l'inclusion financière

Les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies comportent un objectif de diminuer le coût de transaction au-dessous de 3 % d'ici à 2030 et éliminer les couloirs de transfert dont les coûts sont supérieurs à 5 %. Selon les estimations de la Banque mondiale, le maintien du coût des transferts sous la barre des 5 % permettrait aux pays en développement de recevoir plus de 16 milliards de dollars supplémentaires chaque année. La solution serait de promouvoir davantage les services entièrement numériques pour les envois de fonds (à l'envoi comme à la réception) parce que les frais sont moindres : entre 4 et 6 % pour les services numériques contre 6 et 9 % pour les services non numériques. La promotion des circuits numériques doit s'effectuer en toute conscience, étant donné que les migrants pauvres et en situation irrégulière n'ont souvent pas accès aux instruments de paiement numériques. Le développement des services numériques comporte des risques inhérents (cyberattaques, fraude, blanchiment d'argent, données et vie privée) qu'il convient de traiter dûment. Pour favoriser ces solutions, il conviendrait de :

- soutenir l'accès universel aux services financiers, à l'éducation financière et à l'acquisition de compétences numériques dans les pays d'origine et d'accueil ;
- lever les obstacles en matière d'infrastructures (en favorisant l'interopérabilité et les solutions de paiement transfrontalier intégrées, en relevant le plafond des montants des transferts numériques, via les téléphones portables, par exemple) ;
- lever les freins réglementaires, en se dotant de moyens pour se conformer aux normes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT), en favorisant le développement de solutions d'identification numérique et en œuvrant pour l'application réaliste du processus KYC (connaissance clients), sans déroger aux normes LCB/FT.

Source : A Blueprint for Action, Groupe de travail de la communauté mondiale des envois de fonds à consulter sur <https://familyremittances.org/idfr-2020/the-remittance-community-task-force/> ; Call to Action Remittances in Crisis: How to Keep them Flowing à l'adresse <https://www.knomad.org/covid-19-remittances-call-to-action> ; le billet de blog de la Banque mondiale à l'adresse <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/preserver-les-envois-de-fonds-des-migrants-malgre-le-coronavirus> ; le billet de blog du FMI à l'adresse <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/09/14/blog-supporting-migrants-and-remittances-as-covid19-rages-on>

<sup>40</sup> REM/OCDE (2020), Les réponses des États membres de l'UE et de l'OCDE à la gestion des titres de séjour et du chômage des migrants durant la pandémie de COVID-19 — Notes de synthèse du REM et de l'OCDE. Bruxelles : Réseau européen des migrations.

<sup>41</sup> Réseau européen des migrations (2020), Maintenir la migration économique dans les secteurs clés de l'économie en période de pandémie — Notes de synthèse du REM et de l'OCDE. Bruxelles : Réseau européen des migrations.

<sup>42</sup> En Estonie : pour les sociétés estoniennes uniquement.

<sup>43</sup> Groupe de travail de la communauté mondiale des envois de fonds (2020), « Task Force Brief #4 », 7 juillet 2020, à consulter sur <https://www.remittancesgateway.org/remittances-community-task-force-19/rctf19-briefs/>.

<sup>44</sup> Groupe de travail de la communauté mondiale des envois de fonds (2020), « Task Force Must Read #5 », 7 septembre 2020, à consulter sur <https://www.remittancesgateway.org/remittances-community-task-force-19/rctf19-briefs/>.

<sup>45</sup> Voir <https://frogcapital.com/think-frog/azimo-sees-over-50-customer-growth-amid-covid-19-partners-with-scb-and-alipay/>.

La Grèce a, par exemple, lancé une campagne destinée à accroître l'utilisation de paiements numériques vers les pays d'origine des migrants. Dans de nombreux pays, certaines entreprises privées ont réalisé des campagnes pour encourager l'emploi de circuits numériques en proposant, entre autres, des frais réduits. Western Union a, par exemple, fait bénéficier les travailleurs essentiels de 50 % de réduction<sup>46</sup>.

Les partenariats stratégiques noués entre prestataires et acteurs de la fintech dynamisent le recours aux services numériques. C'est le cas de l'Afrique, région où les envois de fonds sont les plus coûteux au monde, où MFS Africa, première plateforme de paiement du continent, a annoncé<sup>47</sup> au cours de l'été un partenariat avec la start-up internationale d'envois de fonds PaySii. L'objectif est de simplifier les envois de fonds en Afrique (par des transferts d'argent instantanés de mobile à mobile, moins coûteux).

### **Adoption de mesures et de politiques dans les pays d'accueil pour enrayer la baisse et la perte des envois de fonds**

De leur côté, les pays d'accueil se sont également mobilisés pour atténuer l'impact de la réduction des envois de fonds pour leur population. Les initiatives prises à ce jour visent principalement à intensifier le flux des envois de fonds. La Jordanie a, par exemple, assoupli sa réglementation bancaire : la banque centrale de Jordanie a autorisé Western Union à proposer l'envoi de fonds en ligne, notamment pour les populations non bancarisées et à remettre les envois de fonds au domicile des bénéficiaires. Le Bangladesh et le Sri Lanka ont eux aussi adopté des mesures incitatives pour favoriser les transferts de fonds. Les autorités sri-lankaises et la Banque centrale du Bangladesh exemptent désormais les envois de fonds entrants de plusieurs dispositions réglementaires et taxes jusqu'alors en vigueur.

Le Népal a appelé la population à favoriser l'utilisation de comptes bancaires pour les envois des fonds numériques et a augmenté les montants transférables maximums. Le Pakistan a assoupli les dispositions réglementaires sur les envois de fonds ; en collaboration avec des acteurs du secteur privé, et a mis sur pied un nouveau programme de fidélisation, afin de promouvoir le recours aux circuits numériques. Les autorités pakistanaises ont également convenu de plusieurs mesures pour compenser la baisse des envois de fonds par la réduction des frais de transfert téléphonique pour des montants compris entre 100 et 200 dollars USD (ou 84 à 168 euros), la baisse du délai de remboursement des frais de transfert aux banques, la suppression d'une taxe sur les retraits en espèces de fonds reçus sur un compte bancaire et un soutien accru aux Pakistanais de l'étranger qui envoient de l'argent chez eux. Parmi les mesures d'incitation, citons enfin l'assouplissement du taux de change par la banque centrale libanaise en faveur des Libanais qui envoient de l'argent à leur famille depuis l'étranger par l'intermédiaire de sociétés de transfert d'argent.

Dans le secteur privé, plusieurs opérateurs numériques de transferts de fonds ont réduit ou supprimé leurs frais pour certaines opérations. Cebuana Lhuillier a, par exemple, renoncé aux frais d'envoi de fonds pour les dons destinés aux opérations de secours aux Philippines. Au Malawi, le président a demandé aux banques et aux fournisseurs de services de paiement mobile de réduire leurs frais sur toutes les transactions électroniques afin de promouvoir l'emploi de services de paiement électronique. Au Salvador, des services d'envois de fonds gratuits ont également été mis en place : début mai 2020, le gouvernement a annoncé cette initiative avec le concours de plusieurs sociétés de transfert d'argent (Western Union, Moneygram, Vía Américas) pour les transactions de compte bancaire à compte bancaire pour des montants de 3 000 dollars USD maximum (ou 2 527 €). La Banque centrale de Russie a également levé les frais perçus sur les envois de fonds entre particuliers jusqu'à hauteur de 100 000 roubles (ou 1107 euros).

<sup>46</sup> Informations recueillies auprès de la DG FISMA.

<sup>47</sup> Voir annonce faite à la presse : <https://africabusinesscommunities.com/tech/tech-news/mfs-africa-partners-with-paysii-to-drive-cheaper-remittances-across-the-continent/>.

TABLEAU 1: BALANCE DES RÉMUNÉRATIONS DES SALARIÉS ET DES TRANSFERTS PERSONNELS, 2018

| TIME<br>BOP_ITEM (Labels)                            | 2018  |  |   |
|--|---|--|---|
|  | Revenu principal<br>Rémunération des salariés | Revenu secondaire: Transferts personnels (transferts entre<br>foyers résidents et non résidents) |   |
| <b>GEO (Labels)</b>                                  |   |  |   |
| <b>European Union - 27<br/>countries (from 2020)</b> | 10,040.1                                      | -17,347.3  |   |
| <b>European Union - 28<br/>countries (2013-2020)</b> | 9,603.8                                       | -22,007.6  |   |
| <b>Belgium</b>                                       | 7,051   | -1,305   |   |
| <b>Bulgaria</b>                                      | 684.6   | 1,155.6  |   |
| <b>Czechia</b>                                       | 1,170.3                                       | -193.5   |   |
| <b>Denmark</b>                                       | -1,710.5                                      | :  | c |
| <b>Germany</b>                                       | -1,118  | -5,149   |   |
| <b>Estonia</b>                                       | 214.1   | 66.7   |   |
| <b>Ireland</b>                                       | -95   | -779   |   |
| <b>Greece</b>  | -1,140.8                                      | -383.2   |   |
| <b>Spain</b>   | 2,466   | :  | c |
| <b>France</b>  | 20,540  | -10,524  |   |
| <b>Croatia</b>                                       | 1,446   | 1,326.2  |   |
| <b>Italy</b>   | 4,542   | -4,514.4   |   |
| <b>Cyprus</b>  | -8  | -233   |   |
| <b>Latvia</b>  | 487   | 141  |   |
| <b>Lithuania</b>                                     | -38.2   | 689.6  |   |
| <b>Luxembourg</b>                                    | -10,116                                       | -102   |   |
| <b>Hungary</b>                                       | 2,322.1                                       | 292  |   |
| <b>Malta</b>   | -55   | -80  |   |
| <b>Netherlands</b>                                   | -8,657  | -468.3   |   |
| <b>Austria</b>                                       | -1,603  | -622   |   |
| <b>Poland</b>  | -2,561.1                                      | 2,543.7  |   |
| <b>Portugal</b>                                      | 220   | :  | c |
| <b>Romania</b>                                       | 1,033.5                                       | 2,713.6  |   |
| <b>Slovenia</b>                                      | 281.6   | 0.5  |   |
| <b>Slovakia</b>                                      | 1,419.4                                       | 44.4   |   |
| <b>Finland</b>                                       | 79  | -155   |   |
| <b>Sweden</b>  | 874.8   | 75.8   |   |
| <b>United Kingdom</b>                                | -436.3  | -4,660.3   |   |
| <b>Iceland</b>                                       | 5   | -155.8   |   |
| <b>Norway</b>  | :   | :  | c |
| <b>Switzerland</b>                                   | -20,468.4                                     | :  | c |

Source: Eurostat (BOP\_REM6)

Note: "c" signifie que les données sont confidentielles

**TABLEAU 2: FLUX D'ENVOIS DE FONDS DES MIGRANTS (MILLIONS DE DOLLARS USD) EN PART DU PIB EN 2019 (%)**

| <b>EU Member State</b> | <b>Flux d'envois de fonds des migrants en part du PIB</b> |
|------------------------|---|
| <b>Croatia</b>         | 6.63  |
| <b>Bulgaria</b>        | 3.50  |
| <b>Latvia</b>          | 3.49  |
| <b>Romania</b>         | 2.97  |
| <b>Luxembourg</b>      | 2.88  |
| <b>Hungary</b>         | 2.55  |
| <b>Belgium</b>         | 2.45  |
| <b>Lithuania</b>       | 2.43  |
| <b>Cyprus</b>          | 2.38  |
| <b>Estonia</b>         | 1.85  |
| <b>Slovakia</b>        | 1.85  |
| <b>Portugal</b>        | 1.83  |
| <b>Malta</b>           | 1.77  |
| <b>Czech Republic</b>  | 1.55  |
| <b>Poland</b>          | 1.07  |
| <b>Slovenia</b>        | 1.02  |
| <b>France</b>          | 0.95  |
| <b>Spain</b>           | 0.71  |
| <b>Austria</b>         | 0.68  |
| <b>Sweden</b>          | 0.62  |
| <b>Italy</b>           | 0.52  |
| <b>Germany</b>         | 0.44  |
| <b>Denmark</b>         | 0.39  |
| <b>Finland</b>         | 0.33  |
| <b>Netherlands</b>     | 0.26  |
| <b>Greece</b>          | 0.25  |
| <b>Ireland</b>         | 0.15  |

Source: Données annuelles de la Banque mondiale sur les envois de fonds, données sortantes de 2018 (mise à jour : avril 2020)

**TABLEAU 3: NOMBRE DE MIGRANTS ET DESTINATION DES ENVOIS DE FONDS**

| Italie  |                                |  |                           |
|---|--------------------------------|--|---------------------------|
| Les 10 premiers pays de nationalité des étrangers (hors UE et OCDE) | Nombre d'habitants en milliers | Les 10 premiers pays destinataires des envois de fonds (hors UE et OCDE) | Millions de dollars (USD) |
| <b>Albania</b>  | 440                            | <b>China</b>   | 1,177                     |
| <b>Morocco</b>  | 417                            | <b>Nigeria</b>   | 1,047                     |
| <b>China</b>  | 291                            | <b>Morocco</b>   | 1,027                     |
| <b>Ukraine</b>  | 237                            | <b>Philippines</b>   | 660                       |
| <b>Philippines</b>  | 168                            | <b>India</b>   | 612                       |
| <b>India</b>  | 152                            | <b>Egypt</b>   | 573                       |
| <b>Bangladesh</b>   | 132                            | <b>Albania</b>   | 502                       |
| <b>Moldova</b>  | 132                            | <b>Senegal</b>   | 425                       |
| <b>Egypt</b>  | 120                            | <b>Ukraine</b>   | 323                       |
| <b>Pakistan</b>   | 114                            | <b>Tunisia</b>   | 322                       |

| Allemagne   |                                |  |                           |
|---|--------------------------------|--|---------------------------|
| Les 10 premiers pays de nationalité des étrangers (hors UE et OCDE) | Nombre d'habitants en milliers | Les 10 premiers pays destinataires des envois de fonds (hors UE et OCDE) | Millions de dollars (USD) |
| <b>Turkey</b>   | 1,331                          | <b>Lebanon</b>   | 878                       |
| <b>Syria</b>  | 655                            | <b>Russia</b>  | 781                       |
| <b>Russia</b>   | 224                            | <b>Vietnam</b>   | 748                       |
| <b>Afghanistan</b>  | 211                            | <b>Nigeria</b>   | 699                       |
| <b>Iraq</b>   | 202                            | <b>China</b>   | 646                       |
| <b>Bosnia and Herzegovina</b>                                       | 171                            | <b>Thailand</b>  | 635                       |
| <b>Serbia</b>   | 168                            | <b>Serbia</b>  | 617                       |
| <b>Kosovo</b>   | 134                            | <b>Turkey</b>  | 503                       |
| <b>Ukraine</b>  | 128                            | <b>Kosovo</b>  | 389                       |
| <b>China</b>  | 126                            | <b>Ukraine</b>   | 369                       |

| Belgique  |                                |  |                           |
|---|--------------------------------|--|---------------------------|
| Les 10 premiers pays de nationalité des étrangers (hors UE et OCDE) | Nombre d'habitants en milliers | Les 10 premiers pays destinataires des envois de fonds (hors UE et OCDE) | Millions de dollars (USD) |
| <b>Morocco</b>  | 81                             | <b>Morocco</b>   | 508                       |
| <b>Turkey</b>   | 37                             | <b>China</b>   | 118                       |
| <b>Syria</b>  | 27                             | <b>Nigeria</b>   | 110                       |
| <b>Democratic Republic of the Congo</b>                             | 22                             | <b>India</b>   | 77                        |
| <b>Afghanistan</b>  | 19                             | <b>Serbia</b>  | 65                        |
| <b>Iraq</b>   | 15                             | <b>Thailand</b>  | 42                        |
| <b>Russia</b>   | 13                             | <b>Russia</b>  | 37                        |
| <b>Cameroon</b>   | 13                             | <b>Philippines</b>   | 34                        |
| <b>India</b>  | 13                             | <b>Turkey</b>  | 33                        |
| <b>China</b>  | 12                             | <b>Lebanon</b>   | 33                        |

Source: Données Eurostat 2020 (pour les dix premiers pays de nationalité des étrangers, hors UE et OCDE) (MIGR\_POP1CTZ) et données 2017 (mise à jour avril 2018) de la Banque mondiale sur la matrice des envois de fonds bilatéraux

**TABEAU 4: TAUX DE CHÔMAGE, POPULATION TOTALE ET PERSONNES NÉES À L'ÉTRANGER  
2ÈME TRIMESTRE 2020 PAR RAPPORT AU 2ÈME TRIMESTRE 2019**

|  | Total    |         | Nés à l'étranger |          |
|--|----------|---------|------------------|----------|
|  | 2019- T2 | 2020-T2 | 2019- T2         | 2020- T2 |
| <b>European Union - 27 countries (from 2020)</b> | 6.6      | 6.7     | 10.7             | 11.8     |
| Belgium  | 5.3      | 4.9     | 10.4             | 9.9      |
| Bulgaria   | 4.2      | 5.9     | :                | :        |
| Czechia  | 1.9      | 2.4     | 2.5              | 3.1      |
| Denmark  | 4.7      | 5.2     | 8.7              | 7.3      |
| Germany  | 3.1      | :       | 5.4              | :        |
| Estonia  | 5.1      | 7.1     | 5.3              | 7.1      |
| Ireland  | 5.4      | 5.1     | 6.2              | 6.2      |
| Greece   | 16.9     | 16.7    | 28.7             | 31.4     |
| Spain  | 14       | 15.3    | 18.8             | 23.4     |
| France   | 8.1      | 6.8     | 12.2             | 10.3     |
| Croatia  | 6.1      | 6.5     | 5.6              | 4.6      |
| Italy  | 9.8      | 7.7     | 13.2             | 9.7      |
| Cyprus   | 6.5      | 6.8     | 7.3              | 8        |
| Latvia   | 6.4      | 8.6     | 6.3              | 9.6      |
| Lithuania  | 6.2      | 8.6     | :                | 8.1      |
| Luxembourg                                       | 5.3      | 6.4     | 6.8              | 7.1      |
| Hungary  | 3.3      | 4.6     | 2.1              | 4.2      |
| Malta  | 3.6      | 4.4     | 3.9              | 5.7      |
| Netherlands                                      | 3.3      | 3.8     | 5.8              | 6.2      |
| Austria  | 4.5      | 5.7     | 8.3              | 11.6     |
| Poland   | 3.2      | 3.1     | 6.4              | 4.9      |
| Portugal   | 6.3      | 5.6     | 8.5              | 9.8      |
| Romania  | 3.8      | 5.4     | :                | :        |
| Slovenia   | 4.2      | 5.2     | 6.4              | 7.2      |
| Slovakia   | 5.7      | 6.6     | :                | :        |
| Finland  | 7.7      | 8.9     | 13.7             | 13.8     |
| Sweden   | 7.1      | 9.1     | 15.1             | 19.2     |
| United Kingdom                                   | 3.7      | 3.7     | 4.6              | 4.4      |
| Iceland  | 4.3      | 6.5     | :                | 9.6      |
| Norway   | 3.4      | 4.4     | 6.1              | 8.8      |
| Switzerland                                      | 4.2      | 4.6     | 6.9              | 7.1      |

Source: Eurostat, LFSQ\_ERGACOB

**TABLEAU 5: ENVOIS DE FONDS DEPUIS LES PAYS DE L'UE, 2015-2020 (BASE 1ER TRIMESTRE 2015 = 100)**

| États membres de l'UE  | 2015 T1 | 2019 T1 | 2019 T2 | 2019 T3 | 2019 T4 | 2020 T1 | 2020 T2 |
|------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Austria</b>         | 100     | 121     | 137     | 128     | 141     | 118     | 127     |
| <b>Belgium</b>         | 100     | 115     | 145     | 128     | 144     | 120     | 165     |
| <b>Bulgaria</b>        | 100     | 109     | 118     | 133     | 127     | 117     | 103     |
| <b>Cyprus</b>          | 100     | 130     | 133     | 136     | 146     | 133     | 138     |
| <b>Czech Republic</b>  | 100     | 247     | 265     | 267     | 296     | 278     | 254     |
| <b>Estonia</b>         | 100     | 254     | 264     | 283     | 296     | 236     | 197     |
| <b>Finland</b>         | 100     | 102     | 101     | 100     | 100     | 99      | 99      |
| <b>France</b>          | 100     | 121     | 121     | 119     | 119     | 118     | 116     |
| <b>Germany</b>         | 100     | 138     | 166     | 181     | 167     | 129     | 138     |
| <b>Greece</b>          | 100     | 118     | 130     | 136     | 132     | 124     | 121     |
| <b>Hungary</b>         | 100     | 212     | 215     | 204     | 216     | 229     | 155     |
| <b>Italy</b>           | 100     | 112     | 118     | 121     | 124     | 104     | 123     |
| <b>Latvia</b>          | 100     | 77      | 93      | 89      | 97      | 72      | 33      |
| <b>Lithuania</b>       | 100     | 98      | 106     | 110     | 98      | 81      | 48      |
| <b>Malta</b>           | 100     | 135     | 148     | 135     | 132     | 120     | 124     |
| <b>Netherlands</b>     | 100     | 139     | 167     | 151     | 153     | 126     | 151     |
| <b>Poland</b>          | 100     | 321     | 340     | 351     | 333     | 303     | 310     |
| <b>Romania</b>         | 100     | 87      | 92      | 101     | 101     | 96      | 84      |
| <b>Slovak Republic</b> | 100     | 147     | 150     | 152     | 159     | 136     | 106     |
| <b>Slovenia</b>        | 100     | 159     | 185     | 181     | 170     | 149     | 88      |
| <b>Sweden</b>          | 100     | 135     | 146     | 129     | 185     | 125     | 124     |
| <b>EU aggregate*</b>   | 100     | 136     | 152     | 152     | 152     | 130     | 140     |

Source: FMI, données trimestrielles de la balance des paiements.

Notes: - Somme de la "rémunération des salariés" et des "transferts personnels" (débit). Indice calculé sur les envois de fonds exprimés en dollars US.

EU aggregate\*: la donnée est manquante pour la Croatie, le Danemark, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal et l'Espagne.

**TABLEAU 6 : ENVOIS DE FONDS DEPUIS LES PAYS DE L'OCDE NON-MEMBRES DE L'UE, 2015-2020 (BASE 1ER TRIMESTRE 2015 = 100)**

| Pays                  | 2015 T1 | 2019 T1 | 2019 T2 | 2019 T3 | 2019 T4 | 2020 T1 | 2020 T2 |
|-----------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <b>Australia</b>      | 100     | 121     | 89      | 100     | 92      | 96      | 39      |
| <b>Canada</b>         | 100     | 116     | 118     | 119     | 119     | 107     | 88      |
| <b>Colombia</b>       | 100     | 86      | 93      | 80      | 95      | 71      | 40      |
| <b>Iceland</b>        | 100     | 443     | 539     | 540     | 489     | 419     | 305     |
| <b>Japan</b>          | 100     | 166     | 176     | 189     | 183     | 196     | 206     |
| <b>New Zealand</b>    | 100     | 118     | 130     | 116     | 116     | 123     | 123     |
| <b>Turkey</b>         | 100     | 204     | 209     | 208     | 239     | 270     | 87      |
| <b>United Kingdom</b> | 100     | 96      | 99      | 95      | 101     | 93      | 82      |
| <b>United States</b>  | 100     | 119     | 125     | 128     | 126     | 119     | 116     |

Source: FMI, données trimestrielles de la balance des paiements

Note: - Somme de la "rémunération des salariés" et des "transferts personnels" (débit). Incide calculé sur les envois de fonds exprimés en dollars US.

- Donnée manquante pour le Chili, Israël, le Mexique, la Norvège et la Suisse

**TABLEAU 7: INDICE DE RIGUEUR DE LA COVID-19 (0-100; 100 = LE PLUS STRICT)**

| États-membres de l'UE | Mars | Avril |
|-----------------------|------|-------|
| Sweden                | 18   | 46    |
| Finland               | 43   | 61    |
| Latvia                | 39   | 66    |
| Czech Republic        | 58   | 68    |
| Denmark               | 53   | 70    |
| Bulgaria              | 49   | 72    |
| Luxembourg            | 50   | 76    |
| Germany               | 49   | 77    |
| Hungary               | 49   | 77    |
| Slovakia              | 52   | 77    |
| Estonia               | 34   | 77    |
| Netherlands           | 44   | 80    |
| Belgium               | 49   | 81    |
| Lithuania             | 52   | 82    |
| Austria               | 55   | 82    |
| Poland                | 41   | 83    |
| Portugal              | 47   | 83    |
| Greece                | 55   | 84    |
| Spain                 | 52   | 85    |
| Romania               | 53   | 87    |
| France                | 67   | 88    |
| Slovenia              | 46   | 88    |
| Ireland               | 40   | 90    |
| Italy                 | 84   | 93    |
| Cyprus                | 46   | 94    |
| Croatia               | 51   | 95    |

Source: Oxford, suivi des réponses des gouvernements à la COVID-19

Note: L'indice est une mesure composite basée sur neuf indicateurs de réponse, y compris les fermetures d'écoles, les fermetures de lieux de travail et les interdictions de voyager, rééchantillonnés sur une valeur de 0 à 100 (100 - la plus stricte).

## TRADUCTION

*La traduction en français a été réalisée par le Point de contact français du REM.*

## CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Cette note de synthèse ne reflète pas nécessairement les opinions et les points de vue de la Commission européenne, du prestataire de services du REM (ICF) ou des PCN du REM, et ses conclusions ne les engagent pas. De même, la Commission européenne, ICF et les PCN du REM ne sont en aucun cas responsables de l'utilisation qui pourrait être faite des informations fournies.

De même, les opinions et arguments exprimés ne reflètent pas nécessairement les points de vue officiels de l'OCDE ou de ses pays membres.

## DATE DE PUBLICATION

Décembre 2020.

## CITATION RECOMMANDÉE

REM/OCDE (2020) - Impact de la COVID-19 sur les envois de fonds dans l'UE et les pays de l'OCDE, Note de synthèse REM-OCDE. Bruxelles : Réseau européen des migrations.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Site internet du REM : [www.ec.europa.eu/emn](http://www.ec.europa.eu/emn)

Site internet de l'OCDE : <http://www.oecd.org/migration/>

Débats de l'OCDE sur les politiques migratoires : <https://www.oecd.org/migration/migration-policy-debates.htm>

## SUIVRE L'ACTUALITÉ DU REM

Page LinkedIn du REM : <https://www.linkedin.com/company/european-migration-network>

Compte Twitter du REM : <https://twitter.com/EMNMigration>

## S'ABONNER AU BULLETIN TRIMESTRIEL DU REM

[https://next-ma.eu/site2/emn\\_bulletin?u=zSG2y&webforms\\_id=agaMk](https://next-ma.eu/site2/emn_bulletin?u=zSG2y&webforms_id=agaMk)

